

avec regret, et en même temps avec la conviction que donne la certitude des faits, sont tombés aussi bas dans son opinion que leurs prédécesseurs. Hélas ! ils sont nombreux ceux qui, comme moi, ont été victimes de la haine et de la vengeance des diplomates de la rue Desjardins, actuellement les véritables ministres du district de Québec !

Mais n'anticipons pas.

II.

DE QUELLE MANIÈRE FUT FONDÉE LA "TRIBUNE."

Quand la *Tribune* remplaça la *Réforme* que j'avais fondée avec mes modiques ressources et avec l'aide généreux de quelques amis dévoués, et contre l'établissement de laquelle s'opposèrent de toutes leurs forces mais dans l'ombre, les mêmes hommes à peu près qui n'attaquent aujourd'hui et qui s'imposent aux ministres en se disant être seuls le parti libéral de Québec ; quand ce changement eut lieu, dis-je, un grand nombre de mes amis qui connaissent de vieille date ces tristes personnages, me déclarèrent que j'allais me ruiner de gaieté de cœur en abdiquant une position acquise au prix de grands sacrifices, et qu'en me livrant pieds et poings liés à des gens qui, incapables de fonder par eux-mêmes un journal, voulaient par l'intrigue et un tour de passe-passe s'emparer du mien, j'allais commettre ni plus ni moins qu'un suicide politique.

La perspective de perdre six ans de travail, était le moindre de mes soucis, tant je tiens peu à occuper une place dans la politique ; mais je dois néanmoins avouer que ces amis avaient raison. Ils jugeaient mon affaire par ceux qui se sont emparé de gré ou de force de l'oreille des ministres du Bas-Canada et qui ont la haute main sur toutes les décisions de ces derniers avec qui je transigenais et dont j'acceptais la parole comme sacrée. Ces amis voyaient d'instinct ce que la bonne foi me voyait encore. Je ne pouvais pas croire que MM. Dorion et Latellier qui se prétendent des hommes d'état honnêtes et habiles, se laisseraient conduire par sept ou huit individus de Québec sur le compte desquels ils étaient instruits, dont l'influence est nulle—les dernières élections générales l'ont prouvé à l'évidence—et qui ont toujours fait perdre les plus belles et les meilleures causes dont ils se sont emparées. Aujourd'hui même, je crois que, et je le déclare hautement, si je n'avais eu affaire qu'à ces deux messieurs, les choses auraient pris une autre tournure et tout le monde eût été content, mais malheureusement que le contact des politiciens de la rue Desjardins leur a tourné la tête : au lieu de suivre leur propre jugement, il s'en sont rapporté à ceux qui

n'en n'ont jamais eu. Les ministres n'avaient aucun intérêt à me jouer, mais ceux qui les exploient, étaient dans une position toute contraire. Voilà pourquoi je n'ai pas eu justice. Laissés à eux-mêmes, les ministres feraient certainement mieux que de suivre les conseils des cerveaux brûlés de la rue Desjardins, et s'ils prenaient des avis, quand ils en ont besoin, des hommes qui peuvent leur en donner de désintéressés et d'honnêtes, ils ne se trouveraient certainement jamais exposés au ridicule et aux déboires dont ils sont si souvent victimes. Mon cas n'est pas le seul qui prouve cet avancé. "*Mais revenons à nos moutons.*"

Le gouvernement était sans organe à Québec. La *Réforme* existait, mais comme j'avais écrit sur ce journal quelques articles qui avaient beaucoup déplu, paraît-il, à MM. Plamondon, Gleason, Pruneau & Fournier, mon journal ne pouvait pas être l'organe du gouvernement. Ainsi le voulaient ces messieurs. Que pouvaient faire les ministres, sinon leur obéir. Malgré cela, je défendis de mon mieux le gouvernement.

Les élections se firent ; je votai en faveur de M. Thibaut qui je croyais meilleur que M. Simard, et qui a prouvé que ses électeurs s'étaient trompés en l'élevant, mais je m'abstins de prendre part aux élections. Eh ! combien qui, comme moi, se sont abstenus parce que MM. les intimes de la rue Desjardins refusaient la coopération de tous ceux qui ne voulaient pas les suivre sur la voie imprudente où ils se lançaient ! D'ailleurs, ces messieurs déclaraient à quiconque voulait les écouter, qu'ils pouvaient faire seuls toutes les élections !

Ils les firent en effet. On connaît le résultat. Passons, et espérons que pareille déconfiture n'arrivera plus. Espérons, surtout, qu'ils comprendront qu'un comité préliminaire d'élection ne doit pas se composer, à l'exclusion de tous autres, que d'hommes aussi influents auprès des électeurs que MM. Sabin Têtu, Paul Fréchette et compagnie !

Les élections terminées, la session s'ouvrit bientôt. Alors on commença à sentir plus que jamais le besoin d'un organe. M. Dorion me demanda d'écrire quelques articles. Ah ! si M. Auger, le sublime M. Auger se fut trouvé là, il m'aurait remplacé ! Cependant, chose étrange, M. Dorion trouva que j'avais écrit suivant son désir.

Quelques jours plus tard, ce monsieur me demanda combien j'exigeais pour mon établissement.

Je compris que je gênais beaucoup les messieurs de la rue Desjardins qui voyaient d'un mauvais œil un journal qui, entre mes mains, pouvait devenir l'organe du gouvernement ; je compris aussi que je ferais mieux de vendre à bonne composition plutôt que de risquer à les avoir constamment dans mon chemin.

Je d
cette s
que le
pas ce
nais de
blissen
trouvés
équiva
Le m
Il m
blierai
forme,
quotid
plaires
ger le
un ré
Je c
Cet
M.
à ce s
On
d'ache
eut le
nistère
Pen
L'oppo
terribl
bafoué
du dis
cris un
puté
entr'an
je les
deven
Que c
fois il
Un
ver M
le gou
avait
£250
par se
semai
m'obl
dactio
mon
dai le
minis
Le
ne de
sacrifi
de n
l'effro
mon
subir
ma
jour
je re
mand
plum
prieté
m'en